

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

MAPA ENSAN 2022-3 LOT 1 : Gros œuvre Travaux de réhabilitation et amélioration de la performance énergétique des ateliers du Parc de l'ENSA Normandie



IMPORTANT : En application de l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique, les candidatures et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique.

Aucune candidature ou offre présentée sous format papier ne pourra être acceptée.

Date et heure de limite de remise des offres :	Lundi 28 Février 2022 – 12H00
---	-------------------------------

Table des matières

1 OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2 ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
1.3 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.....	3
1.4 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	3
1.5 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS.....	3
2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAI D'EXÉCUTION –CALENDRIER PRÉVISIONNEL.....	4
2.2 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	4
2.3 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	4
2.4 MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITÉS DE FINANCEMENT.....	4
2.5 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	5
3 LES INTERVENANTS.....	5
4 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET CONDITIONS DE RETRAIT....	7
5 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
5.1 DOCUMENTS A PRODUIRE.....	8
5.1.1 PIÈCES DE LA CANDIDATURE :.....	8
5.1.2 PIÈCES DE L'OFFRE:.....	9
6 SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	10
7 CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS.....	13
8 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	14

1 OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne des travaux gros œuvre pour les travaux de réhabilitation et amélioration de la performance énergétique des ateliers du parc, ce lot comprend également la reprise des parements béton existants exposés dégradés ; cette tâche ne pourra se faire qu'après intervention du lot 05 MEXT lot 06 - Métallerie auront déposé localement les caillebotis & châssis Menuiseries extérieur et Murs rideaux. Ce lot **prend en charge tous les** moyens de levage et manutention + dispositifs d'accès au sein des existants, sans possibilité d'utiliser efficacement les autres moyens de levages mis à disposition par les TCE.

Ce projet est financé dans le cadre du plan de relance État .

Lieu d'exécution : 27 Rue Lucien Fromage 76160 à Darnétal

1.2 ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation sera passée sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Lot unique

1.4 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.5 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Toutefois, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 DURÉE DU MARCHE – DÉLAI D'EXÉCUTION – CALENDRIER PRÉVISIONNEL

La durée du marché est de 16 mois, hors période de préparation. Elle commence à sa notification (valant OS de démarrage n°0) et se termine à sa réception définitive.

Les délais d'exécution est fixé définitivement lors de la validation du calendrier d'exécution établi avec la MOE pendant la période de préparation du chantier. Le démarrage du délai d'exécution est notifié par ordre de service au titulaire (OS n°1 délivré par la MOE).

2.2 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Variantes Facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes facultative (solution qui remplace l'offre de base) ne sont pas autorisées pour cette consultation.

2.3 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.4 MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHE ET MODALITÉS DE FINANCEMENT

Les prestations sont financées dans le cadre du Plan de Relance de L'État

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes par mandat administratif.

2.5 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3 LES INTERVENANTS

3.1 MAÎTRE D'OUVRAGE

École Nationale Supérieure d'architecture de Normandie,
Représentée par M. Raphaël LABRUNYE, directeur en
exercice

27 Rue Lucien Fromage 76160 Darnétal

3.2 MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par

Architecte Mandataire

PATRICE MOTTINI
1 bis cité Griset
75011 Paris
Tél : 01 43 38 27 38
projets@mottini.fr

Architecte Cotraitant

AZ Architecture SARL
107 Allée François Mitterrand, 76100 Rouen
Téléphone : [02 35 88 04 48](tel:0235880448)

Économiste

Economie 80
280 rue Louis Blériot BP 702
76237 Bois -Guillaume cedex

BE Structure

VESSIERE
22, rue Charrel
38000 Grenoble
Tél : 04 76 89 00 85
vessiere@vessiere.com

BE FLUIDES

MAYA

142, rue Amelot

75011 Paris

Tél : 01 55 28 62 28

BE HQE

VP GREEN

115, rue du Bac

75007 Paris

Tél : 01 53 63 05 00

3.3 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DE CHANTIER

PATRICE MOTTINI

AZ Architecture SARL

3.4 CONTRÔLE TECHNIQUE

Alpes contrôles

Charles-Antoine Musset 1, rue Le Corbusier 94150 Rungis

Tél : 02 78 77 50 89

3.5 SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

Qualiconsult

Agence de Rouen / Le Havre / Evreux

Avenue des Hauts Grigneux – Mach 8 – 76420 BIHOREL

Tél. : 02 35 12 55 70 – rouen.qc@qualiconsult.fr

4 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET CONDITIONS DE RETRAIT

4.1 CONTENU DU DCE

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe relative à l'exécution d'une clause relative à la charte Chantier Vert
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le BPU
- Diagnostic amiante
- Plans
- Carnet de plans de structure
- L'attestation de visite

4.2 MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. En cas de modification de détail dans un délai inférieur à celui mentionné ci-dessus, la date limite de remise des plis sera repoussée afin que les candidats disposent du même nombre de jours avant la remise des plis.

4.3 CONDITIONS DE RETRAIT

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante. <https://www.marches-publics.gouv.fr/> Pour ce faire, il est préférable de s'inscrire en renseignant un certain nombre de champs obligatoires. L'indication d'une adresse mél valide est recommandée afin que le candidat puisse être averti automatiquement en temps réel de toutes modifications ou informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation (précisions apportées au cahier des charges, réponses à des questions posées par les candidats, rectifications de délais).

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

L'avis d'appel public à la concurrence est mis en ligne sur le site de l'École à la rubrique « marchés publics » (<http://www.rouen.archi.fr/marches-publics/>) ainsi que sur le site PLACE (www.marchés-publics.gouv.fr) au BOAMP

5 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dossier devra comporter les renseignements relatifs à la **candidature** et ceux contenant l'**offre**.

5.1 DOCUMENTS A PRODUIRE

5.1.1 PIÈCES DE LA CANDIDATURE :

- a** Une lettre de candidature, établie sur formulaire DC1;
- b** La déclaration du candidat (formulaire DC2) dûment complétée ;
- c** Les justificatifs attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande Publique les justificatifs acceptés sont ceux mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique (notamment copie des attestations fiscales et sociales; copie du jugement de redressement judiciaire, etc.)
- d** Les renseignements concernant la capacité économique et financière et concernant l'expérience et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la Commande Publique:

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une liste de réalisations/références sur les trois dernières années pour des travaux de même nature et de volume similaire;
 - Les moyens matériels dont dispose le candidat pour l'exécution du présent marché (matériel, outillage...) ;
 - Les moyens humains pour mener à bien les prestations objet du présent **marché** ;
- **Qualifications, certifications, qualibat , entreprises RGE**

Si l'on constate que des pièces ou informations demandées ci-avant sont absentes ou incomplètes, il sera demandé aux candidats de compléter leur dossier de candidatures dans un délai qui ne pourra être supérieur à 5 jours.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.1.2 PIÈCES DE L'OFFRE:

Pièces de l'offre :

- a** le BPU
- b** le mémoire technique
- c** Le planning prévisionnel d'exécution dans les délais globaux maximum imposés au CCAP et respectant le déroulement général de la prestation exigé au CCTP à savoir :
 - Une description de la méthodologie d'intervention de l'entreprise en cotraitance et/ou sous traitance le cas échéant ; les modalités d'organisation avec la maîtrise d'ouvrage pour réaliser les travaux sur la durée exigée ; le planning proposé , les délais de pose et les délais d'intervention des différents opérateurs

d) L'attestation de visite **obligatoire sous peine d'irrecevabilité de l'offre**

6 SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 CRITÈRES DE RECEVABILITÉ DES CANDIDATURES

- a conformité des pièces administratives
- b garanties professionnelles et techniques du candidat

Nota : si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de cinq jours maximum. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature en seront informés dans le même délai.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les candidatures ne présentant pas de garanties et capacités techniques, financières et/ou professionnelles suffisantes ne seront pas admises. L'offre ne sera pas analysée.

6.2 CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Critères d'analyse des offres pondérés

Seuls les soumissionnaires dont les candidatures auront été admises et les offres auront été déclarées conformes au CCTP pourront être examinées. Pour être analysée l'offre devra obligatoirement comporter les pièces demandées ainsi qu'une réponse personnalisée à la présente consultation.

Tout mémoire généraliste ne répondant pas aux spécifications du CCTP conduira à une note de la valeur technique égale à zéro.

1°) Prix.....	40%
2°) Valeur technique.....	60%

Concernant le **Critère n°1 – Prix des Prestations** : l'analyse des prix se fera sur la base du BPU rempli par le candidat. La note sera obtenue en divisant le prix de la prestation de l'offre la moins disante par le prix de la prestation de l'offre analysée multiplié par le taux de pondération du critère soit :

$$\text{Note} = (Po/P) \times 40\%$$

Po = Prix de la prestation la moins disante P =

Prix de la prestation analysée

40% = pondération du prix

L'offre sera analysée en offre de base

Concernant le **Critère n°2 – Valeur technique** : le service acheteur se chargera d'évaluer ce critère conformément au CCTP, sur la base du mémoire technique remis par le candidat et comparativement à l'ensemble des offres au regard des sous critères suivants:

- 1 Qualité des matériaux et mise en œuvre : 30%
 - Qualité des matériaux (15%)
 - Qualité de la mise en œuvre (15%)
- 2 Méthodologie d'intervention et planning prévisionnel d'exécution: 20%
 - Description détaillée de la méthodologie d'intervention (préciser notamment l'outillage, les effectifs engagés sur l'opération 10 %
 - Moyens de levage 5 %
 - Cohérence du planning d'intervention avec les délais globaux et les moyens humains et techniques engagés 5 %
- 3 Critères environnementaux : 10%
 - Provenance des matériaux 5 %
 - Recyclage et gestion des déchets : 5 %

60% = pondération de la valeur technique

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100. Les critères sont notés sur 100.
Les sous-critères sont notés sur 4.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante : $\text{Note de l'offre} = (\text{Montant de l'offre moins-disante} / \text{Montant de l'offre à noter}) * \text{Base de notation}$

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Les méthodes utilisées pour la notation des autres critères sont les suivantes : La valeur technique sera jugée selon l'échelle de notation suivante :

Chaque sous-critère sera examiné et noté en fonction d'une appréciation incluant 4 niveaux :

Note 0 : absent ;

Note 1 : insuffisant, partiel, incohérent ;

Note 2 : moyen (sommaire/généraliste) ;

Note 3 : conforme, correct ;

Note 4 : excellent, pertinent

Des points intermédiaires pourront être octroyés.

Tout sous-critère technique non renseigné entraînera zéro point.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre les différentes pièces financières, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement des offres. Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les trois premiers candidats à l'issue de l'examen des offres initiales. Cette négociation pourra porter sur le prix de l'offre et sur un ou plusieurs éléments du mémoire technique. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans recourir à la négociation.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Dans l'éventualité d'une négociation, celle-ci se déroulera de la manière suivante : Conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de négocier sur l'ensemble des éléments des offres. Dans ce cadre, l'ensemble des offres admises feront l'objet d'une analyse et d'un classement selon les critères de sélection des offres définis par le présent règlement de consultation.

Suite à ce classement, participeront à la négociation les soumissionnaires sélectionnés. Les soumissionnaires non admis à la phase de la négociation en seront informés par l'acheteur).

Modalités pratiques de la négociation : les soumissionnaires pourront être auditionnés.

En cas de négociation sans audition :

La négociation sera menée par l'acheteur, par échanges électroniques. Cet échange portera sur l'ensemble des éléments de l'offre et sera réalisé dans le respect des principes de la commande publique. Les soumissionnaires seront invités à compléter ou à formuler une nouvelle offre. Ces nouvelles offres seront analysées selon les critères de jugement initiaux.

En cas de négociation avec audition :

La négociation sera menée par l'acheteur. L'audition portera sur l'ensemble des éléments de l'offre et sera réalisée dans le respect des principes de la commande publique. Les soumissionnaires seront invités à compléter ou à formuler une nouvelle offre. Ces nouvelles offres seront analysées selon les critères de jugement initiaux.

Nota Bene : Si le soumissionnaire souhaite maintenir son offre initiale (technique et/ou financière), il devra informer l'acheteur de sa décision via la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) Dans le cas où le soumissionnaire invité à négocier, ne se manifesterait (absence de remis de nouvelle offre,

absence de réponse aux questions posées ou absence de courrier informant du maintien de son offre), l'acheteur considérera que le candidat ne donne pas suite à son offre initiale et sera écarté.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

7 CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

7.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE

Les plis devront obligatoirement être déposés sur la plateforme des achats de L'État (www.marches-publics.gouv.fr). **Les dépôts ou envois « papier » ne sont pas autorisés conformément à l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique** La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .doc, .xls, .pdf, etc...

Au stade de la remise des offres, la signature n'est pas exigée.

Si le candidat utilise la signature électronique, le certificat de signature utilisé doit être conforme avec le Référentiel Général de Sécurité (RGS).

Vous pouvez consulter la liste des catégories de certificats conformes avec le RGS aux adresses suivantes :

- <http://references.modernisation.gouv.fr/>- liste de confiance française

http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm - liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

La transmission des candidatures et offres par voie électronique s'effectuera conformément à l'Arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser **via la plateforme marchés- public.gouv.fr à la rubrique «question-réponse»**. Il ne sera pas donné d'information par mail ou par téléphone.

Dans un délai de 5 jours francs précédant la date limite de réception des offres il ne sera plus possible pour les candidats de poser des questions.

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATION SUR PLACE

Pour que la proposition du candidat soit reconnue comme valable, celui-ci devra avoir impérativement visité les lieux.

Les candidats devront impérativement effectuer une visite du site avant le 22 Février 2022, délai de rigueur

RDV à prendre par courriel à l'adresse suivante : servicetechnique@rouen.archi.fr

8.3 INFORMATIONS RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »)

Dans cette perspective le titulaire du marché devra signer le document dit « contrat de sous-traitance » dans les conditions fixées au CCAP au moment de l'attribution du marché.

- **Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de

Rouen

53 ? Avenue Gustave

Flaubert

76000 Rouen

Tél : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.